

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 94
N° 13.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 30
NO TIUNU 1945.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie à Papeete

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.....	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1945 9 fév. Arrêté ministériel (Colonies) étendant aux fonctionnaires en transit dans les ports de l'Afrique du Nord, le bénéfice de l'indemnité exceptionnelle de route et de séjour dans les ports de la métropole. (Arrêté de promulgation n° 547 s.g., du 26 juin 1945).....	164
28 fév. Arrêté ministériel (Colonies) relatif aux indemnités de séjour dans un port de la métropole ou de l'Afrique du Nord. (Arrêté de promulgation n° 547 s.g., du 26 juin 1945).....	164
19 mars Décret n° 45.454, rendant applicable dans les colonies relevant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, réprimant la destruction de certains documents suivi de l'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1944. (Arrêté de promulgation n° 547 s.g., du 26 juin 1945).....	165
22 mars Décret n° 45.468 portant abrogation du décret du 18 novembre 1942 créant la garde mobile dans les Etablissements français de l'Océanie. (Arrêté de promulgation n° 547 s.g., du 26 juin 1945).....	165
3 avril Décret n° 45.565, fixant le statut du corps colonial des ingénieurs des travaux météorologiques. (Arrêté de promulgation n° 547 s.g., du 26 juin 1945).....	165
26 mai Ordonnance sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique dans les territoires du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation n° 524 s.g., du 18 juin 1945).....	169

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

1945 13 mars	Décision n° 32 DSS/2, désignant le Médecin-Lieutenant-Colonel Bonnaud (Marcel), pour servir en Océanie.	170
19 mars	Décret n° 45.452, portant approbation d'une délibération de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à exempter certains produits importés dans cette colonie de la taxe d'importation. (J.O.R.F. n° 68 du 21 mars 1945, page 1339). Décret promulgué par arrêté n° 313 s.g., du 10 avril 1945. — Délibération publiée au Journal officiel de la Colonie du 10 avril 1945, page 88.....	170
1 ^{er} juin	Décret nommant Monsieur Haumont (Jean), Administrateur en chef des colonies, Secrétaire Général du Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie.....	171
5 juin	Décret mettant à la retraite Monsieur Fournier (Louis), Secrétaire Général du Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie.....	171

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1945 12 juin	Décision n° 502 c., nommant MM. Chavez (Olivier) et Ueva (Tevivirau), agents de police de 2 ^e classe du cadre local, à titre temporaire et les mettant à la disposition du Chef de la Circonscription administrative des Iles-Sous-le-Vent.....	171
12 juin	Décision n° 503 c., plaçant dans la position de disponibilité Mme Fourès (Simone), épouse Barral, institutrice de 4 ^e classe du cadre local.....	171
13 juin	Décision n° 507 s.g., allouant des subventions à divers organismes de la colonie.....	171
14 juin	Décision n° 508 p.t.t., relative à la passation du Service des P.T.T. à M. Ramos, Contrôleur des P.T.T. du Cadre métropolitain.....	172
14 juin	Décision n° 509 s.g., fixant la composition de la Commission permanente des Fêtes pour l'année 1945....	172

15 juin	Décision n° 514 i.p., portant nomination de deux agents auxiliaires temporaires et les mettant à la disposition du Chef du Service de l'Enseignement....	172
16 juin	Décision n° 517 s.g., maintenant en activité de service M. Rollin (Louis), médecin hors classe du Service local des Etablissements français de l'Océanie.....	173
16 juin	Décision n° 518 s.g., maintenant en activité de service Mme Doom (Victor), née Maua Manuarii, institutrice de 4 ^e classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie.....	173
16 juin	Arrêté n° 519 s.g., fixant les modalités d'application dans les Etablissements français de l'Océanie de l'Ordonnance du 30 mai 1945 relative aux billets de la Banque de France et aux effets publics à court terme dans les territoires d'outre-mer.....	173
18 juin	Arrêté n° 525 s.g., autorisant l'ouverture d'une souscription publique eu vue de l'érection d'un monument aux morts de la guerre 1939-1945.....	174
18 juin	Décision n° 526 s.g., accordant à un immigrant le permis de séjour à la Colonie en attendant son rapatriement.....	174
19 juin	Décision n° 528 d., complétant la décision n° 402 d., du 3 mai 1945.....	174
22 juin	Décision n° 530 s.g., accordant une subvention à la Commission permanente des Fêtes de Tahiti.....	175
25 juin	Arrêté n° 539 s.g., convoquant les Délégations Economiques et Financières en session extraordinaire et fixant la durée de cette session.....	175
25 juin	Arrêté n° 540 s.g., portant annulation d'un ordre de recette.....	175
25 juin	Arrêté n° 541 j., portant organisation du Commissariat de Police et créant une Brigade de police à Uturoa.....	175
25 juin	Arrêté n° 545 p.t.t., fixant à partir du 1 ^{er} juillet 1945 le montant de la surtaxe aérienne applicable aux lettres et cartes postales échangées entre la France continentale d'une part et l'Océanie d'autre part Via Paris-Londres-Foynes-New-York.....	176
26 juin	Décision n° 550 co., retirant à divers étrangers leurs cartes de commerçants.....	176
	Extraits.....	177

AVIS OFFICIELS

Service Topographique. — Avis.....	178
Enquête de commodo et incommodo. — M. Ernest Pugibet, demeurant à Papeete (Tahiti).....	178

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.....	178
---------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 547 s.g., promulguant des actes du pouvoir central.

(Du 26 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1^o Décret n° 45-454 du 19 mars 1945 rendant applicable dans les colonies relevant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 réprimant la destruction de certains documents (J.O.R.F. 68 du 21 mars 1945 page 1540) suivi de l'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 (J.O.R.F. 141 du 5 décembre 1944 page 1660);

2^o Arrêté ministériel (colonies) du 9 février 1945 étendant aux fonctionnaires en transit dans les ports de l'Afrique du Nord le bénéfice de l'indemnité exceptionnelle de route et de séjour dans les ports de la métropole (J.O.R.F. 68 du 21 mars 1945 page 1541);

3^o Arrêté ministériel (colonies) du 28 février 1945 relatif aux indemnités de séjour dans un port de la métropole ou de l'Afrique du Nord (J.O.R.F. 68 du 21 mars 1945 page 1541);

4^o Décret n° 45-468 du 22 mars 1945 portant abrogation du décret du 18 novembre 1942 créant la garde mobile dans les Etablissements français de l'Océanie (J.O.R.F. 70 du 23 mars 1945 page 1576);

5^o Décret n° 45-565 du 3 avril 1945 fixant le statut du corps colonial des ingénieurs des travaux météorologiques (J.O.R.F. 80 du 5 avril 1945 page 1881).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTES MINISTÉRIELS relatifs à des indemnités.

Par arrêté du ministre des colonies en date du 9 février 1945, le bénéfice de l'indemnité exceptionnelle de route et de séjour dans les ports de la métropole a été étendu aux fonctionnaires en transit dans les ports de l'Afrique du Nord.

Le présent arrêté a pris effet à compter du 13 septembre 1944.

Par arrêté du ministre des colonies en date du 28 février 1945, les familles des fonctionnaires coloniaux voyageant avec leur chef ou isolément sur réquisition gratuite accordée dans les conditions fixées à l'article 33 du décret du 3 juillet 1897, et retenues au delà de vingt-quatre heures par suite de force majeure dans un port de la métropole ou de l'Afrique du Nord, ont droit à une indemnité basée sur le chiffre des indemnités de séjour accordées dans ce cas au chef de famille, et dans les proportions indiquées ci-après :

- 1^o Pour la femme : trois quarts ;
- 2^o Pour les enfants au-dessus de seize ans : moitié ;
- 3^o Pour les enfants de trois à seize ans : un tiers ;
- 4^o Pour un enfant au-dessous de trois ans : néant ;
- 5^o Pour deux enfants au-dessous de trois ans : un quart.

Les familles ayant pris place sur un bateau ne pourront, lorsque celui-ci sera obligé de stationner dans un port de la

métropole ou de l'Afrique du Nord, prétendre à ladite indemnité, sauf au cas où elles auraient à supporter les frais de logement et de nourriture.

Le droit aux indemnités de séjour en ce qui concerne les familles voyageant à l'étranger continuera à être déterminé par l'article 49 du décret du 3 juillet 1897.

Les dispositions qui précèdent, sont applicables à compter du 15 septembre 1944.

DÉCRET rendant applicable dans les territoires d'outre-mer l'ordonnance du 4 décembre 1944 réprimant la destruction de certains documents.

(Du 19 mars 1945.)

Le Gouvernement provisoire de la République française,
Sur le rapport du Ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 4 décembre 1944 réprimant la destruction de certains documents,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Sont déclarées applicables dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 réprimant la destruction de certains documents.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mars 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

FRANÇOIS DE MENTHON.

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

.....
Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 439 du code pénal est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Quiconque aura volontairement brûlé ou détruit, d'une manière quelconque, les registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

« Quiconque aura sciemment détruit, soustrait, recélé, dissimulé ou altéré un document public ou privé de nature à faciliter la recherche des crimes et délits, la découverte des preuves ou le châtimement de leur auteur sera, sans préjudice des peines plus graves prévues par la loi, puni ainsi qu'il suit ».

(Le reste sans changement).

DÉCRET n° 45-468 portant abrogation du décret du 18 novembre 1942 créant la garde mobile dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 22 mars 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République Française,
Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1928 sur l'organisation de la gendarmerie;

Vu la loi du 12 décembre 1934 modifiant la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée;

Vu le décret du 20 décembre 1935 portant règlement sur l'administration et la comptabilité des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret du 5 avril 1939 sur l'administration et la comptabilité des corps de troupe en temps de guerre;

Vu le décret du 20 novembre 1941 réglementant les soldes et accessoires et revisant les tarifs dans les colonies du Pacifique;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1944 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 18 novembre 1942 créant la garde mobile dans les Etablissements français d'Océanie,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 16 novembre 1942 portant création de la garde mobile des Etablissements français d'Océanie est abrogé.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

DÉCRET n° 45-565, fixant le statut du corps colonial des ingénieurs des travaux météorologiques.

(Du 3 avril 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 7 (1^{er} alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes, par l'effet duquel est maintenu provisoirement en application l'acte dit loi du 16 mars 1944;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, et les textes qualificatifs subséquents;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et les passages du personnel relevant du ministère des colonies ainsi que les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71

de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale des retraites et des textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 29 avril 1929 portant création du service météorologique colonial, ensemble les décrets des 7 mai 1938 et 22 juillet 1939 portant réorganisation dudit service ;

Vu le décret du 19 février 1937 fixant la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale de retraites ;

Sur proposition du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les ingénieurs et ingénieurs adjoints du corps colonial des ingénieurs des travaux météorologiques créé par la loi provisoirement applicable du 16 mars 1944 sont soumis aux dispositions du présent décret qui déterminera notamment la composition du corps, les conditions d'emploi du personnel, les dispositions relatives au recrutement, à l'avancement et à la discipline ainsi que les mesures transitoires destinées à assurer la composition première dudit corps.

TITRE I^{er}

Organisation générale.

Art. 2. — Les grades, classes, soldes et péréquation des grades, ainsi que le classement au point de vue des déplacements et du séjour dans les hôpitaux, des ingénieurs du corps colonial des travaux météorologiques sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES	CLASSES	SOLDES	ÉCHELLES	POURCENTAGE du nombre d'emplois	CATÉGORIES (a)
Ingénieur.....	Hors classe...	45.000	15 b	10 p. 100	2 ^e catégorie.
	1 ^{re} classe...	42.000		30 p. 100	2 ^e catégorie.
	2 ^e classe...	38.000		30 p. 100	2 ^e catégorie.
	3 ^e classe...	35.000		30 p. 100	2 ^e catégorie.
Ingénieur adjoint.....	1 ^{re} classe...	28.000	9 b	60 p. 100	2 ^e catégorie.
	2 ^e classe...	25.000		60 p. 100	2 ^e catégorie.
	3 ^e classe...	22.000		60 p. 100	2 ^e catégorie.
	4 ^e classe...	18.000		60 p. 100	2 ^e catégorie.
Ingénieur adjoint stagiaire des travaux météorologiques.....	»	15.000	4	»	3 ^e catégorie.

(a) Les ingénieurs hors classe et les ingénieurs, bien que compris dans la deuxième catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots ; cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

Les accessoires de solde, y compris les prestations en nature, dont bénéficie ce personnel, sont fixés par les règlements en vigueur.

Ce personnel reçoit un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attributions sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

Il peut également bénéficier, dans la limite des crédits accordés, d'indemnités de fonction analogues à celles dont bénéficient les membres du corps métropolitain des ingénieurs des travaux météorologiques. Ces indemnités, dont le taux

maximum est fixé par arrêté du ministre des colonies, sont attribuées par décision des gouverneurs généraux ou des gouverneurs.

Ils peuvent, en outre, pour les études météorologiques en avion, percevoir une indemnité de risques aériens.

Art. 3. — Un arrêté du ministre des colonies fixe chaque année, par grade, le tableau des effectifs maximums du personnel, compte tenu du personnel en congé et des nécessités du recrutement.

TITRE II

Recrutement et stage.

Art. 4. — Pour être admis à un emploi du corps colonial des ingénieurs des travaux météorologiques, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1^o Etre citoyen français ou naturalisé français depuis dix ans au moins, conformément aux dispositions légales ;

2^o Avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ou le service national obligatoire ;

3^o Jouir de tous ses droits civils et politiques ;

4^o Justifier de l'aptitude au service colonial actif, constatée par un certificat de visite et de contre-visite délivré à Paris par le conseil supérieur de santé des colonies, par les médecins des services coloniaux ou les médecins militaires de la place dans les autres cas ;

5^o Etre âgé de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus, cette limite pouvant toutefois être prorogée, jusqu'à trente-cinq ans au plus, d'une durée égale à celle des services militaires ou national, obligatoire et des services civils dans une administration publique de l'Etat ou des colonies, admissibles pour une pension de retraite dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale de retraites ;

Art 5. — Les ingénieurs des travaux météorologiques des colonies sont recrutés au concours, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'acte dit loi du 16 mars 1944, provisoirement applicable. Ce concours est commun au corps colonial et au corps métropolitain correspondant des ingénieurs des travaux météorologiques.

Sous réserve de satisfaire aux conditions imposées pour l'admission dans le cadre colonial, les lauréats de ce concours optent soit pour le corps colonial, soit pour le corps métropolitain des ingénieurs des travaux météorologiques.

Les conditions et le programme du concours sont fixés par un arrêté du ministre de l'air, contresigné par le ministre des colonies.

La nomination dans le cadre colonial est prononcée par arrêté du ministre des colonies.

Art. 6. — Les ingénieurs adjoints du corps colonial des travaux météorologiques sont, après leur nomination, astreints à un stage. Celui-ci comporte deux parties ; une première dans les services métropolitains de l'office national météorologique, une deuxième à la colonie.

La durée de la première partie est d'une année, à l'expiration de laquelle les élèves ingénieurs sont, sur proposition du directeur général de la météorologie, soit affectés à une colonie pour y effectuer la deuxième partie du stage, soit autorisés à renouveler une seule fois la première partie dans les services de l'office national météorologique, soit purement et simplement licenciés. La durée de la deuxième par-

tie du stage est également d'une année, à l'expiration de laquelle les intéressés sont, sur proposition du chef de la colonie à laquelle ils sont affectés, soit titularisés dans le grade d'ingénieur adjoint de 4^e classe, soit licenciés. La titularisation, le renouvellement de stage ou le licenciement sont prononcés par le ministre des colonies.

Le licenciement peut également être prononcé, dans la même forme, en cours de stage, pour fautes graves, incapacité professionnelle ou inaptitude physique constatée par un conseil de santé.

Les stagiaires licenciés à la colonie ont droit au passage de retour et, éventuellement, à une indemnité de licenciement dans les conditions prévues par les règlements généraux en vigueur.

Art. 7. — La durée du stage entre en compte dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour la promotion à la classe supérieure, dans la limite maximum de deux années.

TITRE III

Avancement.

Art. 8. — Les promotions dans le corps colonial des ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux météorologiques ont lieu au choix ou à l'ancienneté, sauf les promotions au grade d'ingénieur hors classe et à la troisième classe du grade d'ingénieur qui ne peuvent être prononcées qu'au choix.

Ne peuvent être l'objet d'un avancement que les fonctionnaires du cadre qui figurent sur le tableau d'avancement.

Art. 9. — Les promotions au choix pour l'accession au grade d'ingénieur hors classe ou à la troisième classe du grade d'ingénieur, ne peuvent être accordées qu'aux ingénieurs ou ingénieurs adjoints comptant au moins trois années d'ancienneté effective dont dix-huit mois passés dans les territoires relevant du ministère des colonies dans la première classe du grade d'ingénieur ou d'ingénieur adjoint.

Les promotions au choix pour les autres classes ne peuvent être accordées qu'aux ingénieurs ou ingénieurs adjoints comptant au moins deux années d'ancienneté dans la classe immédiatement inférieure, dont douze mois dans les territoires relevant du département des colonies.

Les avancements à l'ancienneté ne peuvent avoir lieu que pour les agents comptant dans leur classe un minimum de quatre années d'ancienneté, dont deux ans de service dans les territoires relevant du département des colonies; ces agents ne devront avoir fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire pendant ce temps.

Art. 10. — Les membres de la commission de classement sont désignés par le ministre des colonies. Cette commission comprend :

Président.

L'inspecteur général des travaux publics des colonies, ou son représentant.

Membres.

Le directeur du personnel et de la comptabilité, ou son représentant;

Un représentant de la direction du contrôle;

Un inspecteur général ou ingénieur en chef de la météorologie;

Deux ingénieurs ou ingénieurs adjoints du corps colonial des travaux météorologiques choisis parmi les plus élevés en grade de ceux présents en France, ou à défaut deux ingé-

nieurs ou ingénieurs adjoints d'un cadre général technique, représentant le personnel;

Un fonctionnaire de la direction du personnel remplit les fonctions de secrétaire.

Les délibérations de la commission ne sont valables que si cinq de ses membres au moins sont présents.

Les représentants du personnel ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'un rang égal ou supérieur au leur.

Art. 11. — La commission de classement établit chaque année, dans le courant du mois de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante.

Si, dans le courant de l'année, le tableau est épuisé, le ministre peut prescrire l'établissement d'un tableau complémentaire au 1^{er} juillet de la même année.

Dans le cas où il n'aura pas été possible de promouvoir tous les candidats inscrits au tableau de l'année, les intéressés conserveront le bénéfice de leur inscription et devront figurer en tête du tableau de l'année suivante à moins que la commission de classement n'en décide autrement sur rapport du chef de la colonie ou du service et dans les cas prévus au titre V concernant les mesures disciplinaires.

Art. 12. — La commission établit le tableau d'avancement de la façon suivante :

1^o Elle procède à un classement, entre eux, par ordre de mérite des fonctionnaires proposés pour un avancement au choix;

2^o Elle établit un classement, par ordre d'ancienneté des fonctionnaires non proposés pour un avancement au choix, mais réunissant au 1^{er} janvier ou, s'il y a lieu, au 1^{er} juillet qui suit la réunion de la commission, les conditions nécessaires pour bénéficier d'un avancement à l'ancienneté;

3^o Elle procède enfin à l'établissement du tableau définitif, après avoir inscrit, s'il y a lieu, le reliquat du tableau précédent, conformément aux dispositions ci-après :

a) Le tableau doit comporter un nombre d'inscriptions égal aux vacances probables pouvant subvenir pour chaque grade ou classe dans l'année qui suit la réunion;

b) Pour les classes où l'avancement a lieu à la fois au choix et à l'ancienneté, les inscriptions se feront à raison de trois tours au choix et d'un tour à l'ancienneté. A défaut de candidats de l'une ou l'autre catégorie, le tour n'est pas réservé.

Art. 13. — Le tableau est arrêté et les nominations sont faites dans l'ordre qu'il établit, par arrêtés du ministre des colonies.

TITRE IV.

Affectations.

Art. 14. — Les fonctionnaires du corps colonial des ingénieurs des travaux météorologiques ayant au moins cinq ans de services effectifs dont trois ans passés dans la colonie, peuvent :

Soit être appelés à servir en France au service central de la météorologie coloniale;

Soit, dans la limite maximum de 20 p. 100 de l'effectif global, être détachés pour une période maximum de trois ans dans les services métropolitains de l'O.N.M.

Le temps ainsi passé en France ne peut entrer en ligne de compte que pour un seul avancement, sauf si le séjour colonial immédiatement antérieur donne droit à une promotion qui ne serait prononcée qu'après l'entrée en service, en France, du fonctionnaire en cause.

TITRE V.

Discipline.

Art. 15. — Les sanctions disciplinaires appliquées aux ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux météorologiques des colonies sont les suivantes :

- 1° La réprimande simple, verbale ou écrite ;
- 2° Le blâme avec inscription au dossier ;
- 3° La radiation du tableau d'avancement ou le retard dans l'avancement à l'ancienneté ;
- 4° La rétrogradation de grade ou de classe ;
- 5° La révocation.

Art. 16. — Si l'intérêt public et la discipline l'exigent, le ministre, le gouverneur général ou le gouverneur peut interdire à un fonctionnaire du cadre général des ingénieurs des travaux météorologiques des colonies l'exercice de ses fonctions.

Art. 17. — La réprimande simple, verbale ou écrite, est infligée par le gouverneur de la colonie, sur proposition du chef hiérarchique du fonctionnaire.

Les autres sanctions sont prononcées après avis du conseil de discipline dont la composition est fixée par l'article 18 ci-après.

Le blâme avec inscription au dossier est infligé sur la proposition du chef hiérarchique du fonctionnaire intéressé : dans les gouvernements généraux, par le gouverneur général, après avis, s'il y a lieu, du gouverneur ; dans les colonies autonomes, par le gouverneur.

Il est infligé par le ministre, sur la proposition du chef de service, pour les fonctionnaires se trouvant en France.

La radiation du tableau d'avancement, le retard à l'avancement à l'ancienneté, la rétrogradation de grade ou de classe et la révocation sont prononcés par arrêté du ministre, sur la proposition du gouverneur général ou du gouverneur, et, pour les fonctionnaires en service en France ou en mission, sur celle du chef de service.

Le fonctionnaire rétrogradé en grade ou en classe prend rang dans son nouveau grade ou dans sa nouvelle classe du jour de la décision et ne peut obtenir un avancement qu'après avoir effectué, dans cette classe, le temps minimum exigé pour être élevé à la classe ou au grade supérieur sans qu'il puisse être tenu compte du temps qu'il y aurait antérieurement passé.

Art. 18. — Le conseil de discipline siégeant à Paris est composé comme suit :

Président :

Le directeur du personnel et de la comptabilité.

Membres :

- L'inspecteur général des travaux publics des colonies ;
 - Un inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle ;
 - Le chef du service central de la météorologie coloniale ;
 - Un inspecteur général ou ingénieur en chef du corps de la météorologie ;
 - Deux ingénieurs ou ingénieurs adjoints du corps colonial des ingénieurs des travaux météorologiques du même rang que le fonctionnaire déféré au conseil ou, à défaut, deux ingénieurs ou ingénieurs adjoints de rang équivalent d'un cadre général technique.
- Le conseil de discipline siégeant à la colonie est composé comme suit :

Président :

Le secrétaire général de la colonie ou son représentant.

Membres :

- Le chef du service météorologique local ;
- Un magistrat de l'ordre judiciaire ;
- Un inspecteur général ou ingénieur en chef du corps de la météorologie ;
- Un ingénieur ou ingénieur adjoint du corps des travaux météorologiques des colonies d'un grade supérieur à celui de l'agent incriminé, ou, à défaut, un fonctionnaire de rang équivalent d'un cadre général technique ;
- Un fonctionnaire faisant partie du conseil de discipline et appartenant au corps colonial des ingénieurs des travaux météorologiques remplit les fonctions de rapporteur.

Art. 19. — Si le fonctionnaire incriminé se trouve en France, en service ou pour toute autre cause, le conseil de discipline siégeant à Paris est appelé à donner son avis, que les faits incriminés se soient passés en France ou à la colonie.

Si le fonctionnaire incriminé ne se trouve pas en France ou si, étant en service outre-mer, les faits à lui reprocher se sont passés ailleurs que dans la colonie à laquelle il est affecté ou encore si la situation du personnel ne permet pas de constituer le conseil de discipline conformément aux règles posées à l'article 18, le ministre des colonies fixe la composition du conseil de discipline et le lieu de sa réunion.

Art. 20. — Le fonctionnaire incriminé est admis à présenter, devant la commission d'enquête, sa défense, soit verbalement, soit par écrit ; il peut aussi se faire assister d'un défenseur de son choix.

TITRE VI.

Cumul, retraite, honorariat.

Art. 21. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934 portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit aux ingénieurs des travaux météorologiques des colonies, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer à titre privé un travail moyennant rémunération.

Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'œuvres de nature scientifique, littéraire ou artistique.

Ces fonctionnaires peuvent, néanmoins, avec l'agrément du ministre des colonies, en France, du gouverneur général ou gouverneur dans la colonie où ils sont en service, donner des renseignements de même nature.

Il ne pourra être dérogé à l'interdiction formulée par cet article qu'exceptionnellement, par une décision du ministre prise à titre précaire et toujours révocable dans l'intérêt du service.

Art. 22. — Les ingénieurs et ingénieurs adjoints du corps colonial des travaux météorologiques sont soumis, au point de vue de la pension, au régime de la caisse intercoloniale de retraites.

Sous réserve des dispositions relatives aux chefs de familles nombreuses, ils sont rayés du corps lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans.

Art. 23. — L'honorariat de leur grade peut être conféré, par décision ministérielle, aux fonctionnaires qui quittent le service après quinze ans de services au minimum. Si leurs services antérieurs le justifient, ils peuvent obtenir l'honorariat du grade supérieur.

TITRE VII.

Dispositions transitoires.

Art. 24. — Les assistants météorologistes du cadre général créé par le décret du 7 mai 1938 pourront être reclassés dans le cadre des ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux météorologiques.

Pour le reclassement, il sera tenu compte de leur notation, des titres qu'ils possèdent, de leur ancienneté et des rappels de services militaires acquis ou conservés.

Pendant une période de deux ans à partir de la date légale de cessation des hostilités, les agents des cadres locaux européens, les météorologistes auxiliaires ou contractuels européens pourront sur leur demande, et sur proposition du gouverneur général ou du gouverneur, être incorporés dans le nouveau cadre, à condition qu'ils possèdent les titres nécessaires à leur nomination comme assistants météorologistes, tels qu'ils sont énumérés par le décret du 7 mai 1938, et sous réserve qu'après validation de leurs services contractuels, s'il y a lieu, ils puissent prétendre, à l'âge de cinquante-cinq ans, à une pension de retraite dans les conditions fixées par le décret du 1^{er} novembre 1928 organisant la caisse intercoloniale de retraites.

Les fonctionnaires et agents non reclassés continueront à faire partie de leur ancien cadre jusqu'à extinction ; les météorologistes auxiliaires ou contractuels non intégrés resteront dans leur position primitive, jusqu'à la résiliation de l'engagement ou du contrat.

Art. 25. — Les intégrations seront prononcées par arrêté du ministre des colonies, après avis d'une commission de classement composée comme suit :

Président :

Le directeur du personnel ou son représentant ;

Membres :

Le chef du service central de la météorologie coloniale ;
Un représentant de la direction du contrôle ;
Un ingénieur en chef ou ingénieur de la météorologie ;
Un représentant de la direction du personnel remplira les fonctions de secrétaire.

Les fonctionnaires ou agents reclassés dans un emploi comportant un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment, continueront à bénéficier, à titre personnel, de leur traitement antérieur jusqu'à ce qu'ils aient atteint une solde supérieure par avancement dans leur nouveau cadre.

La commission de classement déterminera, en même temps que le grade à attribuer dans le nouveau cadre, l'ancienneté civile et les rappels pour services militaires à conserver aux intéressés.

Art. 26. — A partir de la date de promulgation du présent décret, aucun recrutement ne pourra plus être effectué dans le cadre général réorganisé par le décret du 7 mai 1938.

TITRE VIII.

Art. 27. — Tous textes antérieurs contraires au présent décret sont et demeurent abrogés.

Art. 28. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter de sa promulgation et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 avril 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

ARRÊTÉ n° 524 s. g., promulguant un acte du pouvoir central.

(Du 18 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

Vu le télégramme n° 296/AP/1 du 8 juin 1945 du Ministre des Colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulguée dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutée selon ses forme et teneur :

L'ordonnance du 26 mai 1945 sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique dans les territoires relevant du Ministère des Colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 juin 1945.

ORSELLI.

ORDONNANCE sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique dans les territoires relevant du ministère des colonies.

(Du 26 mai 1945.)

Le Gouvernement provisoire de la République française, Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu l'ordonnance du 18 novembre 1943 sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre rendue applicable aux territoires relevant du ministère des colonies par décret du 2 mai 1939 ;

Vu le décret du 18 novembre 1939 relatif aux mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale et pour la sécurité publique ;

Vu le décret du 29 novembre 1939 relatif à l'application de l'article 2 du décret du 18 novembre 1939 ;

Vu l'ordonnance du 4 octobre 1944 sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique dans la métropole ;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — Dans les territoires relevant du ministère des colonies, jusqu'à la date de cessation légale des hostilités, les individus dangereux pour la défense nationale ou la sé-

curité publique pourront sur la décision prise par arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs ou chefs de territoires, être éloignés des lieux où ils résident, soit être astreints à résider dans une localité spécialement désignée à cet effet, soit être internés administrativement dans un établissement désigné par arrêté du chef de la colonie.

Art. 2. — Il est institué auprès du ministre des colonies une commission de vérification chargée d'examiner soit les décisions prises en application de l'article 1^{er} de la présente ordonnance, soit toutes autres mesures administratives privatives ou restrictives de la liberté prises en vertu de la législation sur l'état de siège.

Art. 3. — La commission de vérification est constituée comme suit :

Un membre ou une membre honoraire de la cour de cassation désigné, par le ministre de la justice, président,

Un membre de la direction des affaires politiques du ministère des colonies,

Un membre de la direction de la Sûreté Nationale désigné par le ministre de l'intérieur.

Art. 4. — Toute décision prise en application de l'article 1^{er} est immédiatement exécutoire ; elle est communiquée par le gouverneur général, le gouverneur ou le chef de territoire, en même temps que les documents, pièces et rapports y afférents, au ministre des colonies qui en saisit dans les 3 jours la commission de vérification.

Sauf si la commission ordonne un supplément d'information ou fait interroger l'intéressé, elle doit, dans les quinze jours de la réception du dossier, faire connaître son avis au ministre des colonies qui statue.

Au cas où un supplément d'information est ordonné ou si l'intéressé doit être interrogé, le délai est porté à deux mois.

S'il le désire, l'intéressé peut se faire assister, pendant l'interrogatoire, d'un avocat régulièrement inscrit au barreau et choisi par lui.

La défense sera assurée par écrit au moyen d'un mémoire que le défenseur remettra dans les 3 jours au Gouverneur qui en assurera la transmission, par tous les moyens en usage, au secrétariat de la commission.

Art. 5. — Les commissions peuvent à tous moments être appelées à un nouvel examen du dossier.

Art. 6. — L'ordonnance susvisée du 18 novembre 1943 est abrogée en ce qui concerne les territoires dépendant du ministère des colonies.

Art. 7. — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 26 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

FRANÇOIS DE MENTHON.

Le ministre de l'intérieur,

A. TIXIER.

Textes officiels publiés à titre d'information.

DÉCISION n° 32 DSS/2.

(Du 13 mars 1945).

Le Ministre des Colonies,

Vu le règlement du 2 août 1912 sur le fonctionnement des Services Sanitaires et Médicaux aux Colonies ;

Vu le décret du 25 janvier 1944, portant organisation de la Direction du Service de Santé Colonial ;

Sur la proposition du Directeur du Service de Santé Colonial,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Médecin-Lt-Colonel des Troupes Coloniales Bonnaud, Marcel, désigné pour continuer ses services en Océanie par décision n° 5.252-TC/BF du 25 novembre 1944, est mis à la disposition du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie pour servir en qualité de Directeur local de la Santé publique.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée, et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Paris, le 13 mars 1945.

P. GIACOBBI.

DÉCRET n° 45-452 portant approbation d'une délibération de la commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, tendant à exempter certains produits importés dans cette colonie de la taxe d'importation.

(Du 19 mars 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de commissariats du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies ;

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 10 juin 1938 fixant les attributions de la commission permanente des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1928 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une taxe à l'importation et à l'exportation, et les textes subséquents qui l'ont modifié ;

Vu la délibération en date du 6 octobre 1944 de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à exempter certains produits importés dans cette colonie de la taxe d'importation.

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvée la délibération susvisée et ci-annexée de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie, en date du 6 octobre 1944, tendant à exempter certains produits importés dans cette colonie de la taxe d'importation.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 mars 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Délibération publiée au J.O. du 30-4-45 p. 88.

Par décret du 1^{er} juin 1945, M. Haumant (Jean), Administrateur en Chef des Colonies, a été nommé Secrétaire Général du Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie.

Par arrêté ministériel du 5 juin 1945, M. Fournier (Louis), Administrateur en Chef des Colonies, a été admis à la retraite.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 502 c., nommant MM. Chavez (Olivier) et Ueva (Tevivirau) agents de police de 2^e classe du cadre local, à titre temporaire, et les mettant à la disposition du Chef de la Circonscription administrative des Iles-Sous-le-Vent.

(Du 12 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, et le décret du 12 septembre 1939 portant application aux Colonies du décret susvisé ;

Vu le décret du 20 mai 1941, relatif à la situation des personnels civils rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des Colonies, relevant du Conseil de défense de l'Empire français ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1920 réorganisant le cadre local de la Police ;

Vu l'arrêté n° 1451/a. g. f. du 28 décembre 1937, portant modification à la hiérarchie du personnel du Cadre local de la Police et fixant à nouveau les soldes de ce personnel ;

Vu les nécessités du Service ;

Sur le rapport du Chef de la Circonscription administrative des Iles Sous-le-Vent et l'avis conforme du Chef de Cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Pour compter du 15 juin 1945, MM. Chavez (Olivier) et Ueva (Tevivirau) ex-chefs de groupe de la Garde mobile, sont nommés agents de police de 2^{me} classe du Cadre local, à titre

temporaire, et mis en cette qualité à la disposition du Chef de la Circonscription administrative des Iles-Sous-le-Vent, à Uturoa.

Art. 2. — MM. Chavez (Olivier) et Ueva (Tevivirau) seront soumis aux mêmes règles que le personnel du Cadre local de la Police et percevront, à compter du 15 juin 1945, la solde et les accessoires de solde afférents à leur grade. La retenue pour pension ne sera effectuée sur leur solde que lors de leur titularisation dans le cadre, le cas échéant.

A cette date, les intéressés pourront demander la validation de leurs services antérieurs, à partir de la date de leur admission dans le cadre comme agents de police de 2^{me} classe à titre temporaire.

Art. 3. — A la cessation des hostilités, MM. Chavez (Olivier) et Ueva (Tevivirau) pourront, sur la proposition du Chef de la Circonscription administrative des Iles-Sous-le-Vent, après avis du Service de la Sûreté, soit sur la proposition de ce dernier, être titularisés avec leur grade dans le cadre de la Police avec effet rétroactif, à compter du 1^{er} juin 1945, au point de vue de l'ancienneté.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 503 c. plaçant dans la position de disponibilité M^{me} Fourès (Simone), épouse Barral, institutrice de 4^e classe du cadre local.

(Du 12 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a. g. f. du 29 octobre 1936, réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local, notamment l'article 75 ;

Vu l'arrêté n° 154 i. p. du 9 février 1938, réorganisant l'instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la demande en date du 2 juin 1945, de M^{me} Fourès (Simone), épouse Barral, sollicitant sa mise en disponibilité,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M^{me} Fourès (Simone), épouse Barral, institutrice de 4^{me} classe du cadre local est placée dans la position de disponibilité pour une période de deux années renouvelable, à compter du 8 juin 1945.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 507 s.g. allouant des subventions à divers organismes de la colonie.

(Du 13 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées aux sociétés privées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Il est alloué à titre de subvention aux organismes ci-après :

Sur les crédits du chapitre 10

Chambre d'Agriculture : Cinquante mille francs (50.000 frs)
Société Hippique de Tahiti : Six mille francs (6.000 -)

Sur les crédits du chapitre 14

Office colonial des mutilés,
combattants, victimes de la
guerre et pupilles de la Na-
tion : Vingt mille francs (20.000 frs)
Société des Etudes Océanien-
nes : Six mille francs (6.000 -)
Société musicale (Harmonie
Tahitienne) : Trente mille francs (30.000 -)
Radio-Club Océanien : Dix mille francs (10.000 -)

Art. 2. — Ces subventions ne seront mandatées qu'autant que les documents prévus par le décret du 19 juin 1938 auront été fournis.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 508 p.t.t. relative à la passation du Service des P.T.T. à M. Ramos, Contrôleur des P.T.T. du Cadre Métropolitain.

(Du 14 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté 274 p.t.t. du 14 mars 1936 titularisant à compter du 19 décembre 1935 M. Ducasse (Gabriel), Contrôleur des P.T.T., dans l'emploi de Chef de Service des P.T.T. des Etablissements français de l'Océanie en remplacement de M. Marquet affecté à Paris 86 ;

Vu le télégramme n° 117/DP du 24 avril 1945 du Ministre des Colonies prescrivant l'embarquement pour la France par la première occasion, du Receveur des P.T.T. Ducasse en instance de réintégration et la désignation de M. Ramos comme intérimaire,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — A dater du 16 juin 1945, M. Ramos, Contrôleur des P.T.T. du Cadre Métropolitain, prendra par intérim les fonctions de Receveur-Comptable du Service des P.T.T.

La passation de la caisse et l'arrêt des écritures seront effectués en présence de M. Guilbert, représentant du Trésorier-Payeur agissant comme représentant du Chef de la Colonie.

Le procès-verbal de passation de caisse et d'écritures sera établi en quatre exemplaires : un, pour être conservé aux archives du bureau d'Administration Générale et des Finances ; un, remis au Comptable sortant comme quittus provisoire ; un, au même, pour annexion à son compte de Gestion ; un, au Comptable entrant pour la prise en charge de la caisse et des écritures.

Art. 2. — M. Ramos aura droit à l'indemnité de responsabilité prévue par le tableau B annexé à l'arrêté 62 a.g.f. du 28 janvier 1935.

Art. 3. — A dater du jour de l'embarquement de M. Ducasse pour la France, M. Ramos assurera, par intérim, les fonctions de Chef de Service des P.T.T.

Art. 4. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service des P.T.T. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 14 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 509 s. g., fixant la composition de la Commission permanente des Fêtes pour l'année 1945.

(Du 14 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1934 réorganisant la Commission permanente des Fêtes de Tahiti,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La composition de la Commission permanente des Fêtes de Tahiti est fixée comme suit pour l'année 1945 :

MM. Poroi Alfred, Maire de Papeete,	Président ;
Lestrade Auguste, Chef de la Circonscription de Tahiti et dépendances,	Vice-Président ;
Charon Robert, Conseiller Privé,	—
Martin Robert, notable,	Secrétaire ;
Bonno Alexandre, notable,	Trésorier ;
Alfonsi Joseph, Chef du Service des Travaux publics,	Membre ;
Gillot Roger, Chef du Service de l'Enseignement,	—
Demay Alfred, Chef de la Sûreté,	—
Spitz Georges, Adjoint au Maire,	—
Drollet Emile, Chef des Travaux municipaux,	—
Lévy Charles, notable,	—
Frogier Henri,	—
Ferrand Jean,	—
Juventin Elie,	—
Vigor Robert,	—

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 14 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 514 i. p., portant nomination de deux agents auxiliaires temporaires et les mettant à la disposition du Chef du Service de l'Enseignement.

(Du 15 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les demandes d'emploi des intéressés ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement et l'avis conforme du Chef de Cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Pour compter du 1^{er} juin 1945, Mlle Sanford Irène, titulaire du Certificat d'études primaires élémentaires, est nommée agent auxiliaire à titre temporaire et remplira les fonctions de monitrice à l'école de Vaiaau (Raïatea).

Mlle Sanford Irène, effectuera un stage d'une durée de quatre mois à l'Ecole Centrale de Papeete en attendant son affectation à son poste.

Elle percevra, à ce titre, une rémunération mensuelle de *Mille francs* (1.000 frs), exclusive de toute indemnité.

Art. 2. — Pour compter du 1^{er} juillet 1945, M. Maua Ariiitaia, titulaire du Certificat d'études primaires élémentaires, est nommé agent auxiliaire à titre temporaire et remplira les fonctions de moniteur à l'école de Poutoru (Tahaa).

Il percevra, à ce titre, une rémunération mensuelle de *Mille francs* (1.000 fr.), exclusive de toute indemnité.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 15 juin 1945.

ORSELLI

DÉCISION n° 517 s. g., *maintenant en activité de service M. Rollin (Louis) médecin hors classe du service local des Etablissements français de l'Océanie.*

Du 16 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale de retraites ;

Vu l'article 14 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre ;

Vu l'arrêté n° 1068 a. g. f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local, notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 348 du 13 juillet 1942 sur la situation des fonctionnaires civils rappelés ou maintenus en activité de service ;

Vu la circulaire du 21 septembre 1942 du Commissaire national aux colonies fixant la procédure à suivre à l'égard des fonctionnaires qui ont atteint l'âge de la retraite ;

Vu l'arrêté n° 431 c., du 24 mai 1945 admettant certains fonctionnaires des cadres locaux à faire valoir leurs droits à la retraite ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Rollin (Louis), médecin hors classe du service local des Etablissements français de l'Océanie, est maintenu en activité de service à compter du 13 avril 1943 date à laquelle il a été atteint par la limite d'âge.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 518 s. g., *maintenant en activité de service M^{me} Doom (Victor) née Maua Manuarii, institutrice de 4^e classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie.*

Du 16 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale de retraites ;

Vu l'article 14 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f., du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local, notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 348 du 13 juillet 1942 sur la situation des fonctionnaires civils rappelés ou maintenus en activité de service ;

Vu la circulaire du 21 septembre 1942 du Commissaire national aux colonies fixant la procédure à suivre à l'égard des fonctionnaires qui ont atteint l'âge de la retraite ;

Vu l'arrêté n° 431 c., du 24 mai 1945, admettant certains fonctionnaires des cadres locaux à faire valoir leurs droits à la retraite ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M^{me} Doom (Victor) née Maua Manuarii, institutrice de 4^e classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie, est maintenue en activité de service à compter du 4 juillet 1944, date à laquelle l'intéressée a été atteinte par la limite d'âge.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de l'Enseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 519 s. g., *fixant les modalités d'application dans les Etablissements français de l'Océanie de l'ordonnance du 30 mai 1945 relative aux billets de la Banque de France et aux effets publics à court terme dans les territoires d'outre-mer.*

Du 16 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance du 30 mai 1945 relative aux billets de la Banque de France et aux effets publics à court terme dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le télégramme n° 283, CIRC AE F2 du 1^{er} juin 1945 du Ministre des colonies,

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Toute personne détenant des billets de la Banque de France de 50 francs, privés du cours légal en France par l'ordonnance du 20 mai 1945, peut en obtenir le remboursement immédiat et sans formalité, à condition de les déposer au Trésor à Papeete avant le 31 juillet 1945.

Art. 2. — Toute personne détenant des bons ordinaires du trésor, des bons du trésor destinés aux besoins de la caisse des pensions de guerre, des bons de l'armement, des bons de la caisse autonome de la défense nationale à 18 mois, des bons de la défense nationale, des bons d'épargne, des bons de la libération et des bons à 5 ans de la caisse nationale de crédit agricole, est tenue, si ces bons ont été émis en France métropolitaine, de les déposer au Trésor à Papeete avant le 31 juillet 1945. Les bons qui n'auront pas été déposés à cette date seront considérés comme nuls et sans valeur.

Le dépôt aura lieu sans frais contre délivrance d'un récépissé nominatif.

Les bons déposés seront soit restitués, soit échangés dans les conditions qui seront fixées par le Ministre des finances.

Art. 3. — Quiconque après le 31 juillet 1945 détiendra des billets ou des bons visés aux articles 1 et 2 ou en transférera ou acquerra la propriété à un titre quelconque, sera poursuivi conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 30 mai 1945.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 525 s. g., *autorisant l'ouverture d'une souscription publique en vue de l'érection d'un monument aux morts de la guerre 1939-1945.*

(Du 18 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisée l'ouverture d'une souscription publique dont le produit sera destiné à l'érection d'un monument aux habitants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la France pendant la guerre de 1939-1945.

Art. 2. — Un comité composé de :

MM. le Commandant supérieur des troupes,	Président ;
Terrierooterai, Conseiller privé,	Vice-Président ;
le Maire de Papeete,	Membre ;
Montaron, Président des anciens combattants,	—
Rollin, Médecin-commandant de réserve,	—
Martin Yves, Lieutenant de réserve,	—
Poisbeau, adjudant.	—
Spitz Georges,	—
Colombani,	—

Mme V^{ve} Georges Bambridge,

Mme V^{ve} Charles Allain,

est chargé d'organiser toutes manifestations et de prendre toutes mesures utiles pour assurer à la souscription le résultat désiré.

Art. 3. — Le Comité se réunira sur la convocation de son président. Chaque délibération donnera lieu à établissement d'un procès-verbal qui sera soumis à l'approbation du Gouverneur.

Art. 4. — Les souscriptions particulières et les dons en argent seront acceptés par toutes les caisses publiques de la colonie.

Ces dons et souscriptions pourront être recueillis également par

tels groupements ou personnalités que le Comité habilitera à cet effet après approbation du Gouverneur et qui en verseront aussitôt le montant à la Trésorerie.

Art. 5. — Les fonds seront centralisés par le Trésorier-Payeur de la Colonie et constatés en recettes à un compte hors budget approprié.

Les sommes recueillies seront utilisées au vu d'une décision du Comité approuvée par le Gouverneur.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 526 s. g., *accordant à un immigrant le permis de séjour à la Colonie en attendant son rapatriement.*

(Du 18 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 février 1920 réglementant l'immigration dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la demande de l'Indochinois Ngyen Dinh Dinh C. I. n° 1204 en date du 19 mars 1945 et le certificat du 13 juin 1945 attestant qu'il est libre de tout engagement ;

Sur la proposition du Secrétaire Général, Commissaire de l'Immigration ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'immigrant indochinois Ngyen Dinh Dinh C. I. n° 1204 est autorisé à séjourner dans la Colonie en attendant son rapatriement.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 528 d., *complétant la décision n° 402/d. du 3 mai 1945.*

(Du 19 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 402/d. du 3 mai 1945 nommant M. Lehartel Hippolyte agent de contrôle de la vanille verte pour les îles Tahiti et Moorea et fixant ses attributions ;

Sur la proposition du Chef du Service des Douanes et Contributions, Président de la Commission d'expertise de la vanille,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'article 3 de la décision n° 402/d. du 3 mai 1945 est complété comme suit :

De plus, l'intéressé bénéficiera d'une indemnité de déplacement en 2^e catégorie au vu des feuilles de routes réglementaires délivrées par le Président de la Commission d'expertise de la vanille.

Art. 2. — Le Chef du Service des Douanes et Contributions, Pré-

sident de la Commission d'expertise de la vanille, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 530 s.g. accordant une subvention à la Commission permanente des fêtes de Tahiti.

(Du 22 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 509 s.g. du 14 juin 1945 fixant la composition de la commission permanente des fêtes de Tahiti ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une subvention de Six mille quatre cents francs (6.400 frs) est accordée à la Commission permanente des fêtes de Tahiti comme participation de la colonie aux dépenses de la fête donnée à l'occasion du passage du navire anglais le "H.M.S. Lamont".

Art. 2. — Cette dépense sera imputée au chapitre 14 article 2 paragraphe 4 du budget de l'exercice 1945.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 22 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 539 s. g., convoquant les Délégations Economiques et Financières en session extraordinaire et fixant la durée de cette session.

(Du 25 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié ou complété par les décrets des 17 mai 1933, 6 novembre 1935 et 10 juin 1938 ;

Sur le rapport du Secrétaire Général,

Le Conseil Privé entendu le 23 juin 1945,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — Les Délégations Economiques et Financières se réuniront en session extraordinaire à Papeete (Salle des mariages de la Mairie), le mercredi 4 juillet 1945 à 8 heures.

Art. 2. — L'ordre du jour est fixé comme suit :

1°) Création d'un Service interinsulaire ;

2°) Suppression de l'impôt dit "des routes" et des 20 décimes additionnels ;

3°) Ratification d'ouverture de crédits supplémentaires ;

4°) Programme d'emploi d'une somme de 5 millions pour le développement d'œuvres sociales ;

5°) Affectation d'une somme de 4 millions à la C.C.C.A.M. pour des prêts aux industries agricoles ;

6°) Crédits supplémentaires pour l'affectation d'un vétérinaire à la Colonie.

Art. 3. — La date de clôture de cette session est fixée au 7 juillet 1945.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 540 s.g., portant annulation d'un ordre de recette.

(Du 25 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la lettre du Trésorier-Payeur n° 1044/138 du 24 mai 1945 ;

Vu l'ordre de recette n° 1185 de 520 frs émis le 8 décembre 1943 au nom de la dame Pairu a Pouamata, pour frais d'hospitalisation de sa fille Tahurai Teriria Hina, du 27 octobre au 8 novembre 1943 inclus ;

Considérant que des démarches faites il ressort que la dame Pairu a Pouamata est dépourvue de ressources, qu'un acompte de 40 frs a été versé au Trésor le 2 octobre 1943 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 23 juin 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est annulé pour la somme de 480 frs l'ordre de recette n° 1185 de Frs 520 émis le 8 décembre 1943 au nom de la dame Pairu a Pouamata, au titre du chapitre 4 art. 3 paragraphe 6 du budget local exercice 1943 pour cause d'insolvabilité.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur de la colonie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 541 j., portant organisation du Commissariat de Police et créant une Brigade de Police à Uturoa.

(Du 25 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 17 décembre 1931 créant et organisant la Commune mixte d'Uturoa ;

Vu le décret du 31 janvier 1935 réglementant la Police Judiciaire dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur le rapport du Chef de la Circonscription Administrative des Iles Sous-le-Vent et la proposition conforme du Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 23 juin 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Commissaire de Police de la Commune mixte d'Uturoa est soumis à l'autorité directe de l'Administrateur-Maire.

Toutefois, en sa qualité d'officier de police judiciaire, il relève directement du Juge de paix à compétence étendue.

Les fonctions de Commissaire de Police seront remplies par le Chef de la Brigade de Police désigné à l'article 4 ci-dessous.

Il disposera des Agents de la Brigade de Police dont la création est portée par l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2. — Est créée à Uturoa une Brigade de Police composée d'Agents de police du Cadre local et d'Agents auxiliaire du Service local.

Art. 3. — Les Agents de la Brigade de Police d'Uturoa sont officiers de Police judiciaire. En cette qualité, ils relèvent directement du Juge de paix à compétence étendue qui peut les charger de toute enquête judiciaire et les commettre rogatoirement.

Art. 4. — La Brigade de Police d'Uturoa est placée sous les ordres du Chef de la Circonscription Administrative des Iles Sous-le-Vent.

Ses attributions sont celles dévolues aux brigades de Gendarmerie par les règlements en vigueur.

Son ressort s'étend sur les Iles Raiatea et Tahaa.

Art. 5. — Le Chef de Brigade est désigné par ordre de service du Chef de la Circonscription Administrative des Iles Sous-le-Vent.

Art. 6. — Les Agents de la Brigade de Police d'Uturoa prêteront serment devant le Juge de paix à compétence étendue des Iles Sous-le-Vent.

Art. 7. — La participation de la Commune mixte d'Uturoa aux dépenses de Police est forfaitairement fixée à la somme de *Vingt mille francs*.

Art. 8. — Le Chef du Service Judiciaire et le Chef de la Circonscription Administrative des Iles Sous-le-Vent, Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 juin 1945.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 545 p.t.t., fixant à partir du 1^{er} juillet 1945 le montant de la surtaxe aérienne applicable aux lettres et cartes postales échangées entre la France continentale d'une part et l'Océanie d'autre part - Via Paris - Londres - Foynes - New-York.

(Du 25 juin 1945.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les Services télégraphiques du 4 octobre 1944 et du 20 octobre 1944 (n°s 210 et 211) et le télégramme n° 576/SP du 3 novembre 1944 (n° 213) relatifs aux surtaxes aériennes ;

Vu l'arrêté 830 p.t.t. du 27 novembre 1944 ;

Vu la lettre 97 p.t.t. du 21 septembre 1944 ;

Vu le télégramme n° 76 (Poste) du 1^{er} novembre 1944, expédié de Paris par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, 4^{me} bureau, à Monsieur le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 885 p.t.t. du 16 décembre 1945 ;

Vu le télégramme n° 298/TR du 8 juin 1945 du Ministre des Colonies ;

Sur la proposition du Chef de Service des Postes, Télégraphes et Téléphones p.i. ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 23 juin 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les surtaxes aériennes fixées par l'arrêté n° 885 p.t.t. du 16 décembre 1944 sont modifiées ainsi qu'il suit à partir du 1^{er} juillet 1945 :

Par échelon de cinq grammes : FRANCE - OCEANIE Via Paris, Londres, Foynes, New-York : *Seize francs*.

Art. 2. — Sont seules admises les lettres ordinaires et recommandées d'un poids maximum de 20 grammes ainsi que les cartes postales non illustrées.

Art. 3. — Le Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution des prescriptions du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 juin 1945.

ORSELLI.

DÉCISION n° 550 co., retirant à divers étrangers leurs cartes de commerçants.

(Du 26 juin 1945).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 5 janvier 1940 étendant aux Etablissements français de l'Océanie certaines dispositions complétant le code de commerce et instituant une carte d'identité spéciale pour les commerçants étrangers ;

Vu l'arrêté n° 444 a.p.e. du 22 mai 1940 relatif à la délivrance de la carte d'identité de commerçant étranger ;

Vu les condamnations pour hausse illicite prononcées contre divers étrangers par le tribunal correctionnel de Papeete dans ses séances des 13, 20 et 27 mars 1945, 10 et 17 avril 1945, 1^{er} mai 1945 ;

Sur la proposition du Chef du Service des Contributions,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont retirées à compter de la date de la présente décision les cartes des commerçants étrangers ci-après :

M^{me} Lo Siao Si c.i. n° 4207, M. Wang Ying Wo c.i. n° 1594, M. Tchang Sin Ling c.i. n° 3704, M. Tsang Fou c.i. n° 4342, M. Lo Shu Yeung c.i. n° 2936, M. Lau Tak On c.i. n° 5683, M. Wang On c.i. n° 5649, M. Tchang Kim c.i. n° 4156, M. Lau Ah Kie c.i. n° 4431, M. Fong Chun Yuen c.i. n° 6194, M^{lle} A Tai c.i. n° 4110, M. Cheung Piou c.i. n° 3546, M. Tchong Fou On c.i. n° 866, M. Tsang Chap Wah c.i. n° 6011, M. Yam Kai c.i. n° 3904, M. Tang Yen c.i. n° 3478.

Leurs cartes seront remises au Service des Contributions.

L'exercice des diverses professions mentionnées sur leurs cartes leur est interdit à compter de la date de la présente décision.

Art. 2. — Dans un délai de quinze jours à compter de la même date M^{me} Lo Siao Si c.i. n° 4207, M. Wang Ying Wo c.i. n° 1594, M. Tchang Sin Ling c.i. n° 3704, M. Tsang Fou c.i. n° 4342, M. Lo Shu Yeung c.i. n° 2936, M. Fong Chun Yuen c.i. n° 6194, M^{lle} A Tai c.i. n° 4110, M. Tsang Chap Wah c.i. n° 6011 et M. Tang Yen c.i. n° 3478, patentés comme commerçants proprement dits, remettront entre les mains du Chef du Service du Ravitaillement l'inventaire détaillé en quantité et en valeur fixée au prix de re-

vient de toutes les marchandises entreposées dans leurs locaux de commerce. Les marchandises inventoriées seront cédées au prix de revient aux commerçants choisis par les intéressés et agréés par le Chef du Service du Ravitaillement.

Art. 3. — Dans le même délai de quinze jours à compter de la date de la présente décision M. Tchong Fou c.i. n° 866, patenté comme commerçant de 5^e classe à Tautira, remettra entre les mains du Chef de la Circonscription de Tabiti et dépendances l'inventaire détaillé en quantité et en valeur fixée au prix de revient de toutes les marchandises entreposées dans son magasin. Ces marchandises seront cédées au prix de revient aux commerçants choisis par l'intéressé et agréés par le Chef de la Circonscription de Tabiti et dépendances.

Art. 4. — Le Chef du Service des Contributions, le Chef du Service du Ravitaillement et le Chef de la Circonscription de Tahiti et dépendances sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juin 1945.

ORSELLI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — *Par décision n° 527 du 19 juin 1945.* — M^{lle} Vidal (Louise), agent auxiliaire du Service local, de 2^e catégorie, 19^e degré de base, est affectée comme institutrice à l'école de Rikitea (Gambier).

Mlle Vidal (Louise), rejoindra son poste par la première occasion maritime.

Est rapportée la décision n° 104/i. p. en ce qui concerne la nomination de M. Mamatui (Théophile) comme chargé de l'école de Rikitea.

Mlle Vidal (Louise) sera chargée de la direction de cette école.

2. — *Par décision n° 532 du 23 juin 1945.* — Un congé de convalescence d'un mois est accordé, à compter du 5 juin 1945, à M^{me} Lecurieux Paule, épouse Babo, agent auxiliaire de 2^e catégorie en service aux Travaux Publics.

A l'issue de ce congé, M^{me} Lecurieux devra à nouveau se présenter devant le Conseil de Santé.

3. — *Par décision n° 533 du 23 juin 1945.* — Une deuxième prolongation de congé de convalescence d'un mois à passer dans la colonie est accordée à M^{me} Hugon (Augustine), épouse Assaud, institutrice de 1^{re} classe du cadre local, pour compter du 9 juin 1945.

A l'issue de ce congé, M^{me} Hugon (Augustine), épouse Assaud, se présentera à nouveau devant le Conseil de Santé.

4. — *Par décision n° 534 du 23 juin 1945.* — Un congé de convalescence d'un mois est accordé à M. Gabriel a Hahe a Ateni, instituteur stagiaire du cadre local, pour compter du 13 juin 1945.

A l'issue de ce congé, l'intéressé devra à nouveau se présenter devant le Conseil de Santé.

5. — *Par décision n° 546 du 25 juin 1945.* — M^{me} Cornu Berthe, épouse Coulon, agent auxiliaire du Service local de 2^e catégorie, 7^e degré, en service à l'Hôpital de Papeete en qualité d'infirmière, est congédiée pour raison de santé à compter du 1^{er} juin 1945.

M^{me} Cornu Berthe, épouse Coulon, aura droit à l'indemnité de

congédiement prévue à l'article 26 de l'arrêté n° 56 s. g. du 28 janvier 1943.

6. — *Par décision n° 548 du 26 juin 1945.* — M. Maraearia Taurai, dit Hérault (François), aide-géomètre principal hors classe du Cadre local, est nommé géomètre principal de 2^e classe du Cadre local à compter du 1^{er} juillet 1945, au titre de l'ancienneté et de la solde.

* * *

ENREGISTREMENT.

1. — *Par décision n° 542 du 25 juin 1945.* — Est prorogé jusqu'au 29 juin 1946 le délai de déclaration de la succession de M. Harding décédé à Papeete le 29 décembre 1943 — quant au legs Atger.

La pénalité de retard reste fixée à un pour cent des droits simples et par mois ou fraction de mois de la prorogation effective.

2. — *Par décision n° 543 du 15 juin 1945.* — Est prorogé d'un an le délai de déclaration de la succession de M. Barbazanges père, décédé à Papeete le 12 décembre 1944.

La pénalité de retard est ramenée à un pour cent des droits simples et par mois ou fraction de mois de la prorogation effective.

3. — *Par décision n° 544 du 25 juin 1945.* — Est prorogé jusqu'au 7 juin 1946 le délai de déclaration de la succession de M. Marcellac (Joseph, Louis), décédé à Papeete le 7 juin 1943.

La pénalité de retard reste fixée à un pour cent des droits simples et par mois ou fraction de mois de la prorogation effective.

* * *

INSTRUCTION PUBLIQUE

1. — *Par décision n° 504 du 12 juin 1945.* — Un congé spécial de maternité, d'une durée totale de deux mois, est accordé à M^{me} Temaurioraa (Sarah), épouse Itchner, institutrice auxiliaire temporaire, à compter du 15 mai 1945.

L'intéressée notifiera au Chef de la Colonie la date de l'accouchement au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin.

2. — *Par décision n° 515 du 15 juin 1945.* — A partir du 1^{er} juin 1945, les cuisiniers de l'internat de l'Ecole Centrale de Papeete seront engagés comme journaliers et leurs salaires fixés par ordre de service du Chef de la Colonie.

Le règlement de ces salaires aura lieu chaque quinzaine sur le vu d'un certificat de service fait établi par les soins du Chef du Service de l'Enseignement.

Toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente décision sont rapportées.

* * *

SANTÉ

1. — *Par décision n° 505 du 12 juin 1945.* — La sage-femme de 2^e classe Tehea a Puni, épouse Toitua, du poste de Borabora, actuellement en permission à Papeete, est maintenue en stage de réimprégnation de 3 mois à la Maternité de Papeete, pour compter du 11 juin 1945.

Pendant l'absence de cette sage-femme, le service du dispensaire de Borabora sera assuré par l'infirmier stagiaire Loulou Naumi Reiatua, du poste médical d'Uturoa (Raïatea).

2. — *Par décision n° 538 du 23 juin 1945.* — L'infirmier de 1^{re} classe Tani François Urarii, de retour de son affectation provisoire au poste médical d'Atuona (Iles Marquises), est désigné pour continuer ses services au poste médical d'Uturoa (Iles Sous-le-Vent) pour compter du 1^{er} juillet 1945.

Un ordre de service du Chef du Service de Santé fixera la date de départ de cet infirmier.

* * *

SECRETARIAT GÉNÉRAL.

1. — *Par décision n° 499 du 11 juin 1945.* — Une réquisition de passage en 1^{re} classe est accordée à Monsieur le Médecin-Commandant des Troupes coloniales Massal Emile, rapatrié en fin de séjour colonial et devant quitter Papeete à destination de San-Francisco (Etats-Unis) par première occasion maritime.

M. Massal, marié, voyage seul de Papeete à New-Work, sera accompagné de son épouse à partir de New-York.

2. — *Par décision n° 510 du 14 juin 1945.* — Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, est accordée à M. Ducasse (Gabriel), Receveur de 2^e classe du cadre métropolitain des P. T. T., en instance de réintégration dans son administration d'origine.

M. Ducasse embarquera accompagné de sa femme, à destination de la France par première occasion maritime.

AVIS OFFICIELS

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

AVIS

Les opérations cadastrales des terres situées dans les îles TAHAA et HUAHINE, Archipel des Îles Sous-le-Vent, auront lieu à partir du 1^{er} septembre 1945 en commençant par le district de HAUINO pour l'île Tahaa et par celui de FARE pour l'île Huahine.

Les propriétaires de terres, sises dans ces îles, sont instamment invités à se trouver sur leurs terres, au moment des opérations de délimitation, ou à s'y faire représenter par des mandataires réguliers,

Il appartiendra aux intéressés de résoudre, préalablement à l'ouverture des opérations cadastrales, autant que possible à l'amiable et en dehors de l'intervention administrative, les questions de délimitation et de bornage. Le levé des terres dont les limites ne seront pas reconnues par les riverains, sera différé jusqu'à l'accord, ou au règlement judiciaire, et il sera passé outre au lever des terres suivantes.

La délimitation des propriétés privées n'entraînera pas l'obligation de leur bornage; néanmoins, le géomètre prêterait gratuitement son concours aux propriétaires qui voudraient profiter des garanties de sécurité et d'économie que le travail d'ensemble leur offrirait, pour leurs bornages particuliers, sous réserve que l'installation des bornes sera faite exclusivement par les soins des intéressés.

Les opérations de délimitation qui, conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 9 août 1927, auront lieu hors la présence des propriétaires, ne seront pas définitives. Un procès-verbal constatera cette circonstance et avec le plan annexé, restera déposé pendant six mois à la Chefferie du district où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Pendant ce délai, les propriétaires défaillants pourront former opposition s'il y a lieu, au résultat des opérations, mais il n'y sera donné suite qu'après consignation des frais de transport sur les lieux du géomètre ou des membres du Conseil de district. Les frais demeureront toujours à la charge des opposants.

Toute terre dont la propriété ne serait pas justifiée par des titres de revendication ou d'attribution indiscutables, pourrait être ultérieurement revendiquée par l'Administration comme terre domaniale.

Papeete, le 13 juin 1945.

*Le Chef du Service de l'Enregistrement
et du Cadastre,*

A. FAUGERAT.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "*de commodo et incommodo*" est ouverte, pendant quinze jours à compter du 1^{er} juillet 1945, sur une demande formulée par M. Ernest Pugibet demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un moteur électrique d'une puissance de 1 C.V. destiné à actionner une scie à ruban et un moteur de 1/2 C.V. destiné à actionner une scie circulaire et une polisseuse, Avenue du Prince Hinoï, à Papeete.

L'enquête dont il s'agit, sera close le 15 juillet 1945, à 17 heures.

M. Bernast Alexis, subdivisionnaire des Travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 18 juin 1945.

Le Gouverneur,

ORSELLI.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le deux février mil neuf cent quarante-cinq, enregistré et signifié.

Il appert que le divorce a été prononcé entre Monsieur Raymond LAINEY, architecte-entrepreneur, demeurant à Papeete, et Madame Berthe, Rose LEBOUCHER, demeurant également à Papeete, aux torts et griefs de cette dernière.

Pour extrait :

H. HOPPENSTEDT, *Défenseur.*

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

La COMPAGNIE FRANÇAISE DES PHOSPHATES DE L'Océanie avise le public que M. Marcel Privé ayant demandé à être relevé de ses fonctions de Directeur en Océanie, pour raison de santé, M. Flavien Pierson a été désigné comme Directeur et Fondé de Pouvoirs de la Compagnie dans les Etablissements français de l'Océanie.

G. AHNNE, *Défenseur.*